

Après une nouvelle année de prospérité

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **47 (1955)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384899>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

N° 4 - Avril 1955

47^{me} année



Après une nouvelle année de prospérité

Par Max Weber

La situation de l'économie mondiale

L'événement le plus marquant de l'évolution économique en 1954 a été le fléchissement de l'activité enregistré aux Etats-Unis. Les Américains ont évité, pour des raisons psychologiques, de recourir au maléfique vocable de « crise ». Mais il n'en reste pas moins que l'économie américaine a bel et bien traversé une crise, encore que sa gravité ait été sans comparaison avec celle de l'entre-deux-guerres. La production industrielle a reculé de 10% en moyenne, et dans une proportion plus forte dans le secteur des biens de consommation durables (armoires frigorifiques, appareils de radio et de télévision, automobiles, etc.). Au printemps, le nombre des chômeurs est passé de 2 millions — chiffre très favorable pour les Etats-Unis — à 4 millions ou à 6% de l'ensemble de la population active; et nous ne parlons pas des 2 millions de chômeurs partiels. Le degré d'emploi s'est lentement amélioré au cours de l'été; la production s'est brusquement accélérée vers la fin de l'année, sans cependant atteindre le niveau enregistré en 1953.

Les opinions divergent quant aux causes de cette « recession ». Une version officielle l'attribue à la liquidation de stocks jugés excessifs. Cette explication est insuffisante; en aucun cas, une telle mesure n'aurait pu, à elle seule, entraîner de telles conséquences. Tout simplement, le marché était saturé. L'avenir dira si la capacité de production dépasse ou non, dans certains secteurs, les possibilités de consommation. La reprise notée dans l'industrie automobile au cours des derniers mois est une conséquence du coup de frein donné antérieurement. On craint d'ores et déjà que le marché ne soit pas en mesure d'absorber la production annuelle de fabriques qui ont

développé leurs installations; il n'est pas exclu que de nouvelles réductions des horaires de travail apparaissent nécessaires ultérieurement. L'organisation syndicale des travailleurs de l'automobile n'exigerait pas aussi énergiquement l'application du principe du salaire annuel garanti si elle n'envisageait pas de nouvelles menaces de chômage.

On constate avec quelque surprise que les bourses n'ont pas reflété cette dépression. Les cours ont même continué de monter, ce qui est probablement dû, en partie du moins, à la situation sur le marché des capitaux; l'offre de capitaux est à tel point supérieure à la demande qu'elle exerce une pression sur les taux d'intérêt. En outre, la disparition de l'impôt sur les superbénéfices au début de 1954 a permis aux entreprises de distribuer les mêmes bénéfices que l'année précédente, malgré la diminution des chiffres d'affaires. Au cours des dernières semaines, certaines actions ont cependant baissé à la bourse de New-York; il est vrai que ces cours avaient atteint un niveau sans rapport avec la situation réelle. Mais on peut dire aussi que ces fléchissements reflètent une certaine incertitude quant à l'évolution future des affaires.

L'économie européenne n'a pour ainsi dire pas réagi à la récession américaine. Au contraire, la situation économique a continué de s'améliorer dans presque tous les pays. Dans les Etats scandinaves et en Grande-Bretagne, l'expansion de la production serait plus rapide si elle n'était pas freinée par une pénurie de main-d'œuvre. L'économie de l'Allemagne occidentale est toujours en plein essor, mais on comptait encore 800 000 chômeurs au cours de l'été; il est vrai qu'une bonne partie d'entre eux se recrutent parmi les réfugiés de l'Est. En Italie, bien que la situation économique se soit également améliorée, l'effectif des chômeurs est plus élevé qu'outre-Rhin. En France, l'activité économique a été satisfaisante; ni le niveau trop élevé des prix ni les crises politiques ne paraissent lui être préjudiciables.

Dans tous ces pays, la situation est favorablement influencée par le fonctionnement de l'Union européenne de paiements. Partout, la construction (logements, fabriques, immeubles commerciaux) est intense; les industries poussent la rationalisation et le réarmement contribue également à intensifier l'activité.

L'économie suisse

La situation s'est également améliorée et seule l'horlogerie a subi les conséquences de la récession américaine.

Sur le marché des capitaux,

la situation ne s'est pas sensiblement modifiée. L'offre reste considérable, alors que la demande, si l'on fait abstraction des gros

investissements exigés par le bâtiment, se maintient dans d'assez étroites limites. Les emprunts suisses n'ont pas dépassé 242 millions de francs; les émissions des usines d'électricité totalisent 162 millions. Les emprunts étrangers se montent à 395 millions de francs, soit à 170 millions de plus que l'année précédente. En outre, par le biais des crédits bancaires et des Investment Trusts (sociétés de placement qui achètent des actions étrangères), des sommes considérables ont passé la frontière.

Les liquidités, très abondantes au cours des premiers mois de l'année, ont diminué au cours du second semestre. Vers la fin de l'année, les cours des obligations de la Confédération ont quelque peu baissé et les rendements ont augmenté proportionnellement:

		En pour-cent
1950	Moyenne annuelle . . .	2,44
1951	Moyenne annuelle . . .	2,85
1952	Moyenne annuelle . . .	2,73
1953	Moyenne annuelle . . .	2,39
1953	Fin décembre	2,33
1954	Fin décembre	2,54

A fin décembre, le rendement était notablement plus élevé qu'en janvier. Cette évolution s'est poursuivie depuis. Les demandes de crédit ont augmenté de telle sorte ces derniers temps que les banques ont parfois de la peine à y faire face.

L'amélioration qui est intervenue sur le marché des capitaux n'a cependant rien enlevé de leur acuité aux polémiques dirigées contre le *fonds d'A. V. S.*; les milieux de la banque et de l'assurance voient en lui la cause essentielle de la pléthore de capitaux et des difficultés de placement. L'an dernier, l'accroissement des prestations consécutif à la seconde révision de la loi d'A. V. S. a eu pour effet de réduire l'excédent et les placements du fonds. En 1954, les placements ont totalisé 352 millions de francs seulement, soit 130 millions de moins que l'année précédente. Les immobilisations des sociétés d'assurances sont nettement plus élevées et l'auto-investissement de l'économie privée est plus considérable encore. Les entreprises ont pour ainsi dire cessé de recourir au marché des capitaux. Enfin, il va de soi que les gros excédents de la balance suisse des paiements alimentent le marché des capitaux et augmentent les liquidités.

Les *cours des actions* ont poursuivi leur extraordinaire ascension, et de manière quasi ininterrompue. L'indice des actions établi par la Banque Nationale (qui indique les cours en pour-cent de la valeur nominale) a évolué comme suit:

	Banques	Sociétés financières	Industrie Total	Dont: machines et métaux	Indice global
Fin 1946	143,6	112,7	357,4	171,1	234,8
» 1950	158,1	110,4	381,4	212,5	260,7
» 1951	183,6	148,0	439,1	249,3	307,8
» 1952	190,0	184,8	418,6	241,1	318,3
» 1953	221,3	196,3	403,7	229,0	332,5
» 1954	270,5	266,0	514,0	290,5	423,5

Les cours des actions sont montés en moyenne de 27%, et même de 36% pour les actions des sociétés financières. Les valeurs industrielles sont traitées en bourse à des cours cinq fois plus élevés que la valeur nominale; le cours proprement fantastique des actions Nestlé et le niveau des actions de l'industrie chimique jouent un rôle déterminant.

Le commerce extérieur

a continué de se développer de manière réjouissante. Les importations ont augmenté plus fortement que les exportations, de sorte que la balance commerciale — exceptionnellement active en 1953 — est redevenue passive.

	Importations		Exportations	Excédent des importations
	en milliers de t.	en millions de fr.	en millions de fr.	en millions de fr.
1946	5 585	3423	2676	747
1947	7 869	4820	3268	1552
1948	8 596	4999	3435	1564
1949	7 187	3791	3457	334
1950	8 622	4536	3911	625
1951	10 263	5916	4691	1225
1952	9 254	5206	4749	457
1953	8 835	5071	5165	— 94
1954	10 169	5592	5272	320

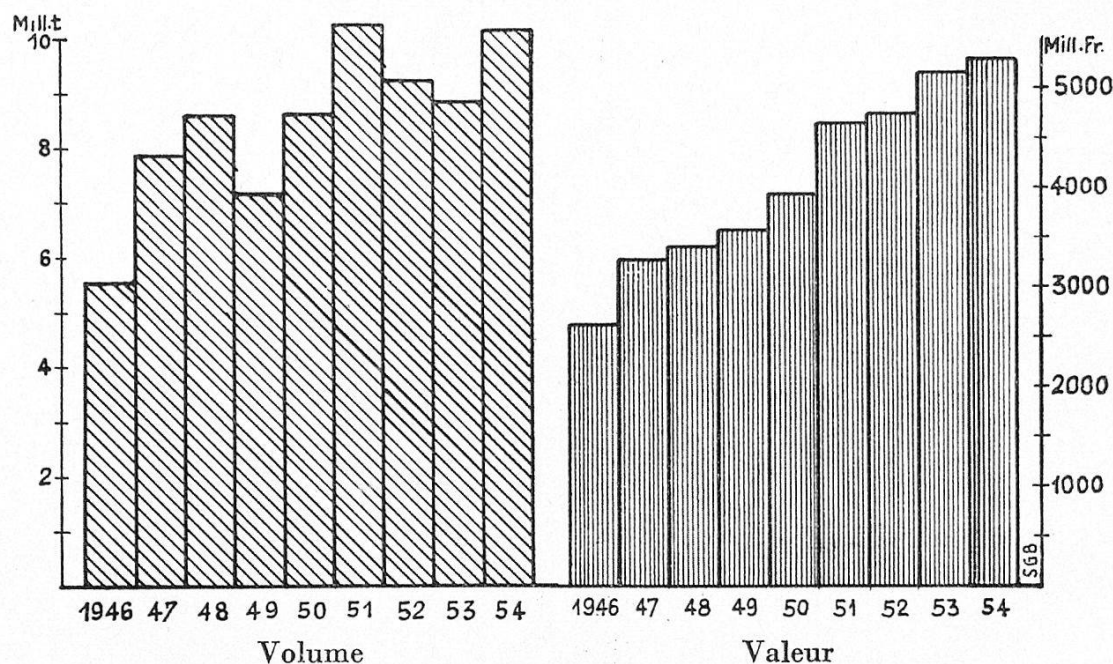
En 1953, la liquidation de stocks avait provoqué un fort recul des importations, lesquelles se sont de nouveau accrues en 1954; les chiffres enregistrés en 1951 en liaison avec le boom déclenché par la guerre de Corée sont cependant loin d'être atteints.

	Exportations en millions de fr.	
	1953	1954
Machines	1040	1093
Montres	1107	1040
Produits chimiques et pharmaceutiques	687	846
Textiles	608	620
Appareils et instruments	334	381

Les *exportations* n'ont que légèrement augmenté; celles de l'horlogerie ont quelque peu baissé ensuite de la crise américaine et de la politique douanière de Washington. Elles dépassent le milliard, mais elles ont dû céder la première place à l'industrie des machines.

Les ventes à l'étranger ont notablement augmenté dans l'industrie chimique, légèrement dans le textile et assez sensiblement pour ce qui est des instruments et appareils.

Commerce extérieur



L'activité dans le bâtiment

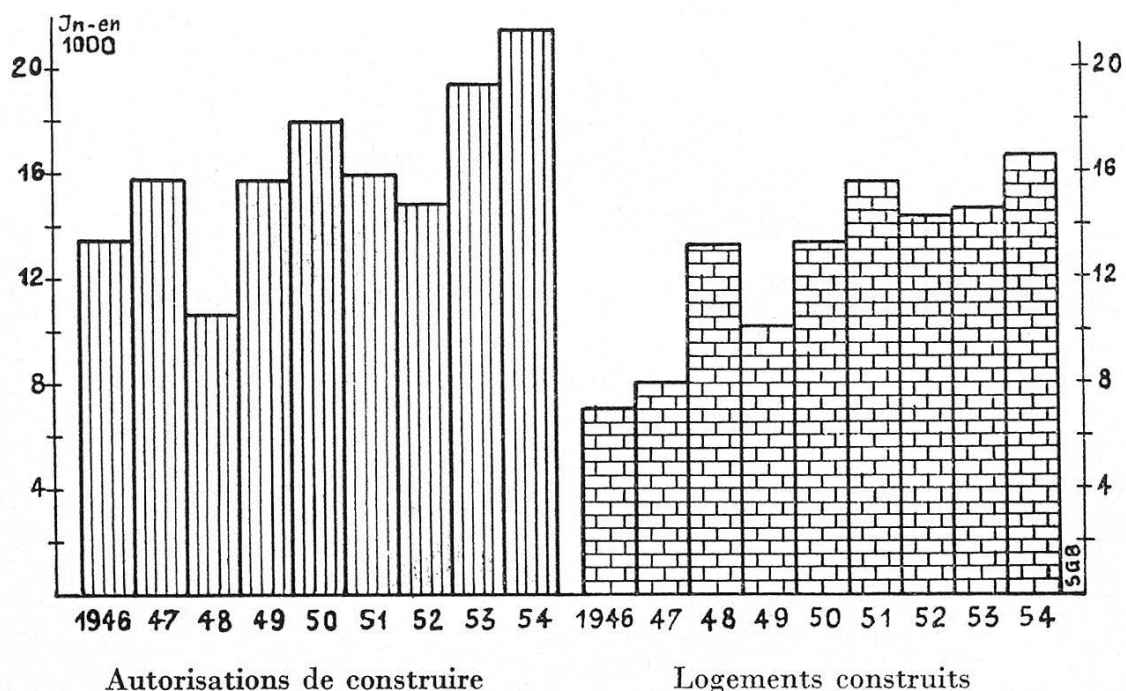
s'est encore une fois intensifiée. Dans les localités de plus de 10 000 habitants, la construction de logements a battu les records de 1951.

	Autorisations de construire	Logements construits dans 42 villes
1946	13 245	7 052
1947	15 735	8 019
1948	10 627	13 199
1949	15 756	10 162
1950	17 917	13 334
1951	15 918	15 596
1952	14 840	14 274
1953	19 374	14 550
1954	21 411	16 498

On peut admettre que le boom du bâtiment est étroitement lié à l'abondance des capitaux; les immeubles offrent aux sociétés

d'assurances, aux banques et aux particuliers des possibilités intéressantes de placements. La construction de logements répond aussi à un besoin, la pénurie d'habitations restant aiguë à l'exception de trois villes. Pour la moyenne des 42 villes de plus de 10 000 habitants, la réserve des logements vacants s'établissait à 0,26% en moyenne le 1^{er} décembre 1954 au regard de 0,15% l'année précédente. Dans les cinq villes les plus importantes, elle ne dépassait pas 0,1%, alors que la situation sur le marché locatif ne peut pas être tenue pour normale à moins d'une réserve de 1 à 2% au minimum.

Activité dans le bâtiment



Le volume des constructions industrielles, qui avait diminué en 1953, a de nouveau augmenté en 1954. Le nombre des projets de construction soumis à l'appréciation des inspecteurs fédéraux des fabriques a évolué comme suit:

1951	2192
1952	2005
1953	1985
1954	2350

Quant au volume des constructions exécutées par les pouvoirs publics, il n'a pas diminué, de sorte que l'activité dans le bâtiment a battu un nouveau record en 1954. On ne prévoit aucun fléchissement en 1955. En 1954, le nombre des logements dont la construction était projetée a été supérieur de 2000 au regard de l'année précédente; la plus grande partie des autorisations ayant été accor-

dées au cours du second semestre, les travaux seront menés à chef en 1955. La même remarque vaut pour les projets de constructions industrielles. Le volume des constructions s'est sensiblement accru à Genève, tandis qu'il diminuait légèrement à Zurich.

Transports et commerce de détail

Le nombre des voyageurs et le volume des marchandises transportés par les *Chemins de fer fédéraux* ont évolué comme suit:

	Trafic marchandises en milliers de tonnes	Trafic voyageurs en milliers de voyageurs
1946	16 882	206 446
1947	18 213	212 990
1948	18 500	207 673
1949	16 041	201 586
1950	18 036	193 899
1951	21 314	201 101
1952	19 358	206 356
1953	19 405	203 471
1954	21 169	205 088

Le trafic-voyageurs s'est plus ou moins stabilisé au cours des dernières années; ce phénomène est dû dans une large mesure à l'intensification de la concurrence de la route, qui empêche les chemins de fer de bénéficier de l'amplification du trafic consécutif à la prospérité et à l'augmentation de la population. En revanche, le trafic-marchandises a reflété l'augmentation des importations; les résultats de 1954 n'ont pas été sensiblement inférieurs au record de 1951. Le trafic-marchandises est nettement plus rentable pour les C. F. F. que le trafic-voyageurs; malgré l'accroissement des dépenses d'exploitation, l'amélioration de près de 10% en trafic-marchandises a eu pour effet de porter à 12% (25 millions de francs) l'excédent d'exploitation.

En dépit d'un temps inclément, les *recettes touristiques* ont quelque peu augmenté par rapport à l'année précédente. Le nombre des nuitées est passé de 22,4 à 22,7 millions; la moitié concerne les touristes étrangers; leur effectif s'est accru de 6%, alors que celui des touristes suisses a diminué de 4%. Ce recul est constant depuis plusieurs années. Les Suisses qui passent leurs vacances à l'étranger sont toujours plus nombreux.

Les chiffres d'affaires du *commerce de détail* sont en augmentation constante depuis plusieurs années; en 1954, ils ont été supérieurs de 5% à ceux de l'année précédente; l'amélioration est plus marquée pour les biens durables que pour les autres; le renchérissement n'est pas étranger à cette évolution. L'Office fédéral de

l'industrie, des arts et métiers et du travail estime qu'en 1953/1954 le volume des ventes s'est accru de 3% pour les denrées alimentaires, les boissons et le tabac et de 5% pour les vêtements et les articles textiles. La consommation de denrées alimentaires, de boissons et tabac serait supérieure de 15% et celle de textiles de 16% à la demande de 1949. Compte tenu de l'accroissement de la population et des travailleurs étrangers, on peut admettre que les ventes par tête d'habitant ont augmenté de 10% environ au cours des cinq dernières années.

Activité industrielle et chômage

Depuis le dernier fléchissement de l'activité, le degré d'emploi est demeuré relativement stable. L'indice des travailleurs occupés dans les mêmes entreprises (calculé par la méthode des indices liés) a évolué comme suit:

	1950	1951	1952	1953	1954
1 ^{er} trimestre	122	132	138	137	138
2 ^e trimestre	122	137	139	139	141
3 ^e trimestre	126	139	139	139	143
4 ^e trimestre	129	139	137	138	142

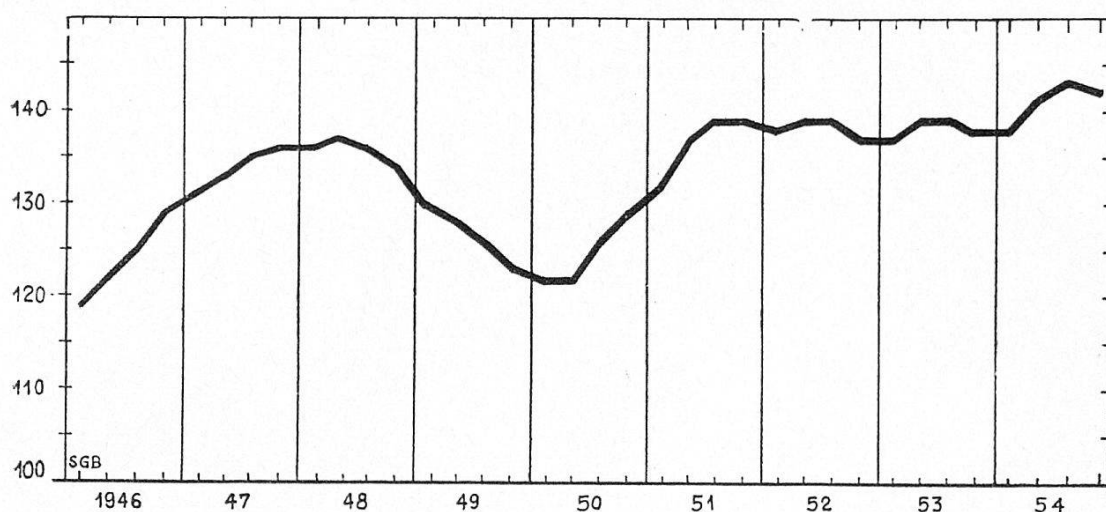
Chaque année, le degré d'emploi s'élève du premier au troisième trimestre pour baisser généralement au cours du quatrième. Ce tableau reflète également le boom qui a suivi le déclenchement du conflit coréen. L'indice 140 a été dépassé pour la première fois en 1954. On peut dire que jamais l'industrie suisse n'a été plus fortement occupée qu'au cours de l'automne dernier. En 1954, c'est dans la broderie, l'industrie chimique et les industries des machines et métaux que l'accroissement des effectifs de main-d'œuvre a été proportionnellement le plus marqué; par rapport à l'avant-guerre, il est de 80% dans l'industrie chimique et de 65% dans l'industrie des machines et métaux. Ces chiffres manquent cependant d'exactitude, l'évolution ayant privé d'une partie de leur valeur les bases de comparaison.

Ouvriers occupés dans l'industrie

En 1954 également, le nombre des *chômeurs complets* a été très bas. Ce n'est que pendant les mois d'hiver seulement qu'il a dépassé $\frac{1}{3}$ % du nombre des personnes occupées. Les moyennes annuelles ont évolué comme suit:

1947	3473	1951	3799
1948	2971	1952	5314
1949	8059	1953	4995
1950	9599	1954	4328

Evolution de l'indice des ouvriers occupés dans l'industrie (1938=100)



Si l'on fait exception des années 1949/1950, au cours desquelles on a enregistré un léger fléchissement de l'activité, les chiffres relatifs au chômage sont demeurés relativement stables. Il s'agit cependant de moyennes et le nombre des chômeurs varie assez fortement d'une activité à l'autre. C'est dans les branches et activités suivantes que le chômage a été le plus marqué :

	1952	1953	1954
Bâtiment	2931	2379	2061
Commerce et administration . .	532	565	450
Manœuvres et journaliers . . .	428	471	308
Horlogerie et bijouterie	25	85	299
Hôtels et restaurants	260	290	247

C'est l'activité dans le bâtiment, soumise aux intempéries, qui accuse le plus grand nombre de chômeurs; le personnel de bureau (problème des « plus de 40 ans ») vient en second lieu. Les fluctuations saisonnières jouent également un rôle dans l'hôtellerie et pour les journaliers et manœuvres. L'an dernier, le chômage s'est brusquement intensifié dans l'horlogerie, où l'on a compté jusqu'à 4000 chômeurs partiels. L'évolution dans cette branche montre à quel point un recul des commandes peut modifier rapidement la situation dans une industrie bien occupée depuis longtemps.

Le coût de la vie et les salaires

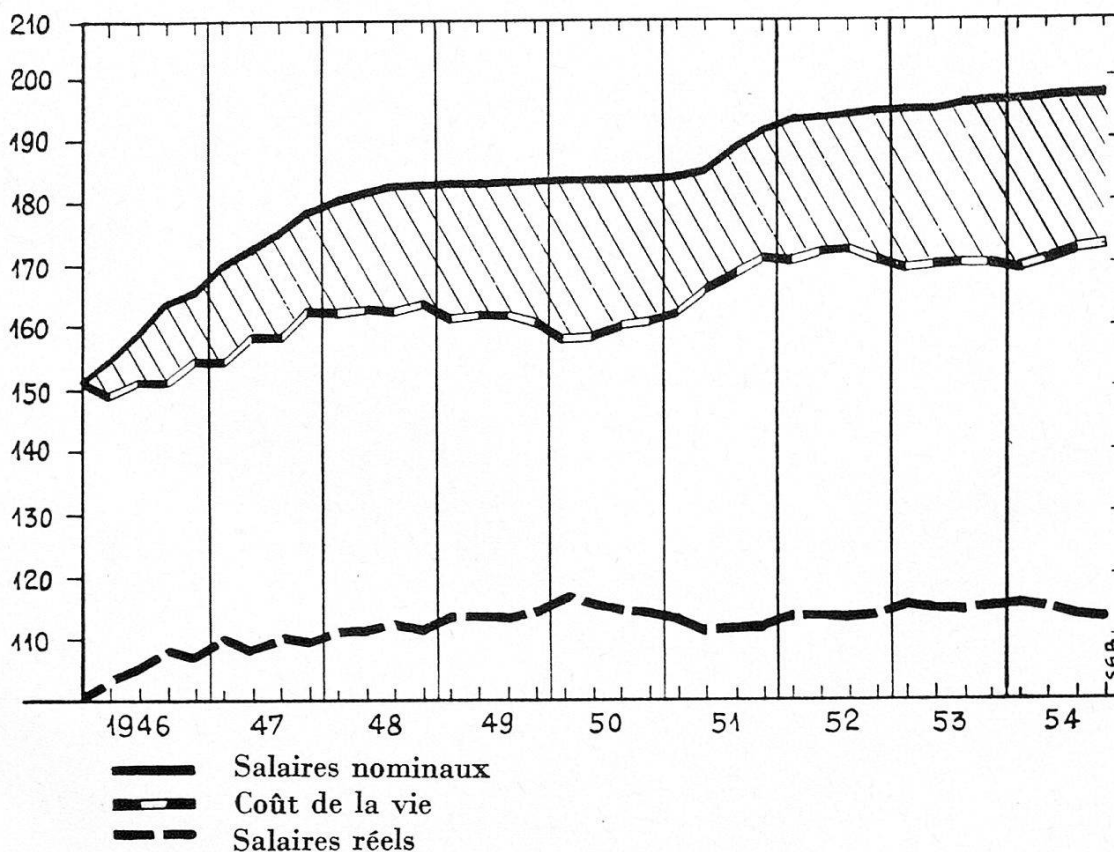
Au cours des dernières années, tantôt les salaires ont précédé les prix, tantôt les prix ont devancé les salaires. Le tableau ci-après

permet de suivre l'évolution des divers indices calculés par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail:

Août/Septembre 1939=100	Indice des salaires nominaux	Coût de la vie	Indice des salaires réels
Fin 1948	183,0	163,7	111,8
» 1949	183,7	160,6	114,4
» 1950	184,2	160,8	114,5
» 1951	191,4	171,0	111,9
» 1952	194,3	171,0	113,7
» 1953	195,4	170,1	114,9
» 1954	196,9	172,9	113,9

Il ressort de ces chiffres que le pouvoir d'achat des travailleurs demeure stationnaire et que les augmentations de salaire sont grignotées par le renchérissement. A la fin de 1954, l'indice des salaires réels était même plus bas qu'à la fin de 1949. Il se peut que maints travailleurs bénéficient actuellement de gains supérieurs aux salaires décelés par les enquêtes officielles; mais il suffira d'un fléchissement de l'activité pour « corriger » cette situation.

Les salaires (nominaux et réels) et le coût de la vie (1939 = 100)



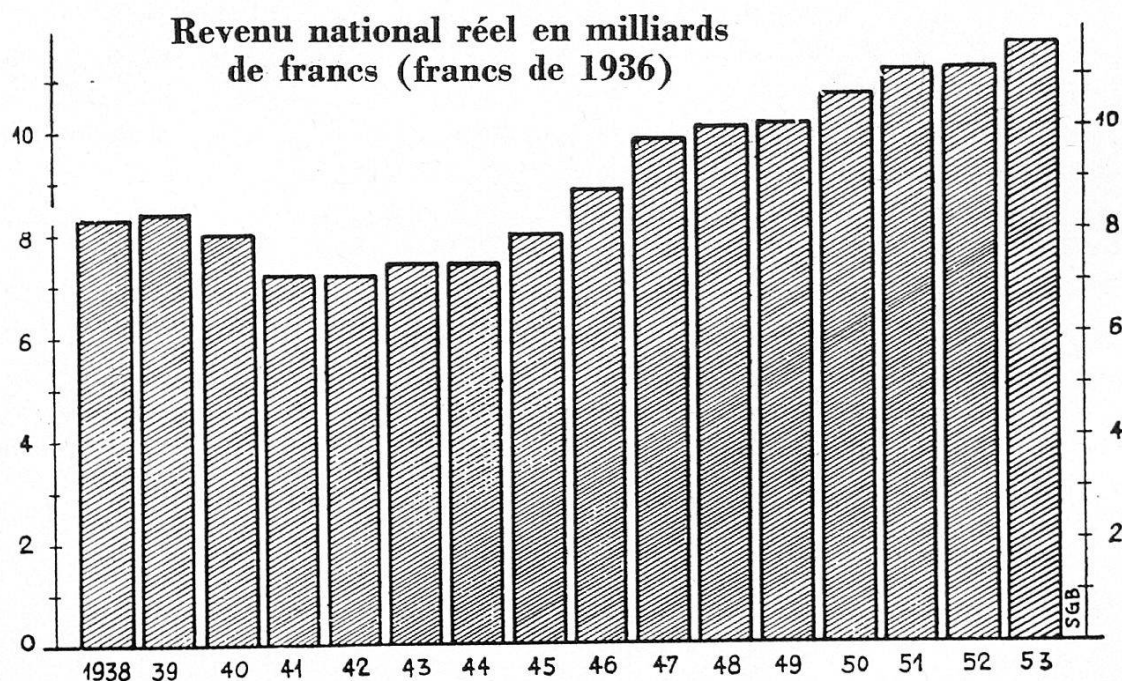
Ce graphique montre que l'écart entre les salaires nominaux et le coût de la vie, qui s'était élargi en 1953, a diminué en 1954.

Le revenu national

Les estimations du Bureau fédéral de statistiques relatives au revenu national sont généralement publiées en été. Le tableau ci-après s'arrête donc à 1953. Il porte sur le revenu national nominal (revenu du travail, revenu d'exploitation, revenu du capital) et sur le revenu national réel exprimé en francs de 1938:

	Revenu national en millions de fr.	en millions de fr. de 1938	Revenu national réel 1938=100	par habitant 1938=100
1938	8 702	8 314	100	100
1939	8 826	8 409	101	101
1940	9 361	8 028	97	96
1941	10 441	7 198	87	85
1942	11 250	7 176	86	84
1943	12 054	7 409	89	86
1944	12 524	7 427	89	86
1945	13 468	7 991	96	91
1946	15 033	8 864	107	100
1947	16 842	9 799	118	109
1948	17 646	10 078	121	111
1949	17 360	10 100	121	110
1950	18 160	10 680	128	115
1951	19 500	11 100	134	118
1952	20 360	11 180	134	117
1953	20 830	11 610	140	120

En 1953, le revenu national nominal a augmenté de 2% environ; en revanche, le coût de la vie ayant baissé, le revenu national réel s'est amélioré de 4%; l'indice y relatif est monté de 6 points de 1952 à 1953 et il s'établissait, à la fin de 1953, à 140 (1938 = 100).



De toute évidence, l'intensification de l'activité et de l'emploi a entraîné une augmentation sensible du revenu national nominal en 1954. Mais, ensuite du renchérissement, le revenu national réel ne s'en ressentira guère.

Les perspectives

L'an dernier, nous relevions ici que même si la récession américaine devait être plus grave qu'on ne le prévoyait à ce moment, elle ne provoquerait pas un fléchissement général de l'activité en Suisse. Nous disions qu'elle serait suivie tout au plus d'un ralentissement dans certaines branches et d'une intensification de la concurrence.

L'activité a diminué dans l'horlogerie et dans le textile. La concurrence s'est quelque peu aggravée sur les marchés mondiaux. Dans l'intervalle, la situation est redevenue tant soit peu normale aux Etats-Unis, encore que la production n'ait plus atteint le niveau enregistré avant la crise. Il est douteux que les événements donnent raison à l'optimisme officiel, qui annonce une nouvelle montée en flèche de l'activité. Les nouveaux crédits d'armement seront le principal facteur de reprise; il est probable que le prochain exercice financier des Etats-Unis se soldera par un déficit, ce qui indique que le gouvernement est prêt à procéder à des « injections » financières pour donner une nouvelle impulsion aux affaires.

En Europe, on ne note aucun signe de fléchissement. Au contraire, tous les signes indiquent que l'expansion est appelée à se poursuivre. Il est clair que si l'Allemagne occidentale réarme, la demande de matières premières (de métaux notamment) augmentera et que le volume de la production s'amplifiera non seulement dans l'industrie des armements, mais dans les branches les plus diverses. La Suisse en bénéficiera, directement et indirectement. Notre industrie enregistrera de nouvelles commandes et la concurrence allemande sera moins sensible sur les marchés étrangers. Cependant, même sans le réarmement allemand, il n'y a pas lieu d'escompter un recul de la prospérité, qui est fondée essentiellement sur les exportations et la construction. Cela n'exclut cependant pas l'éventualité de certains fléchissements (comme l'an dernier) dans l'une ou l'autre branche. La politique économique doit donc tendre à stabiliser autant que possible les prix; toutefois, les nouvelles tendances inflationnistes qui apparaissent ici et là risquent de rendre cette tâche difficile.